Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°231
31 Mai 2026
p.a.f 1 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Vive la lutte des enseignants !

La princesse Elisabeth ne s'inquiète pas pour son avenir. Fraîchement diplômée de la luxueuse université américaine Harvard, elle déclare aux micros des journalistes : « *Beaucoup de gens ne savent pas vers quoi ils vont, moi je sais quel sera mon chemin* ».

Cette assurance dans son avenir est un privilège réservé aux héritiers des titres et des fortunes ! Pour les travailleurs, comment savoir « où l'on va » lorsque le salaire suffit à peine à finir le mois et que l'on est menacé de perdre son emploi !

En revanche, les dirigeants du capitalisme, eux, savent quel futur ils veulent nous imposer pour garantir leurs profits : des emplois plus précaires, des conditions de travail plus difficiles, des salaires plus bas, des pensions rabotées et, à l'horizon, la guerre mondiale à laquelle ils se préparent aujourd'hui avec nos impôts, et qu'ils comptent mener demain avec notre peau !

Ce futur n'est pourtant pas une fatalité. Il ne sert que les intérêts d'une toute petite minorité d'ultra riches. Or, parmi les travailleurs, nous sommes nombreux à vouloir défendre nos conditions de vie et de travail. D'après une enquête des grands médias publics, 70% à 80% des Belges comprennent ou soutiennent les récentes grèves et mobilisations.

C'est que quels que soient les secteurs, nous sommes tous attaqués en même temps ! Ainsi, après les grèves sur le rail, chez Bpost, Aldi, à la Sonaca ou encore chez Nike à Anvers et H&M à Ghlin, ce sont aujourd'hui des écoles de l'enseignement francophone qui se mobilisent.

Depuis plus de deux semaines, des enseignants, parents et élèves dénoncent les coupes budgétaires et les mesures d'aus-



térité du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Si les ministres arrivent à leurs fins, les moyens alloués aux écoles populaires seront drastiquement rabotés, des emplois seront supprimés ; les enseignants de 4e, 5e et 6e secondaire devront enseigner deux heures de plus par semaine pour le même salaire ; et le prix d'inscription à une année d'études supérieures passera de 835€ à près de 1.200€.

Et ce n'est là qu'une infime partie des 300 pages du décret dénoncé par la mobilisation des enseignants. La petite enfance, avec l'ONE, mais aussi le secteur culturel et les associations, sont également visées par des coupes budgétaires.

Ces attaques dans la partie francophone du pays font écho à celles qui frappent la Flandre depuis des années. De nombreux travailleurs du privé et du public de Flandre se mobilisent à chaque manifestation à Bruxelles pour les dénoncer !

Au nord comme au sud, dans le privé, comme dans le public, les problèmes des travailleurs sont partout les mêmes. Les régions ne font qu'appliquer la même politique d'austérité que le gouvernement fédéral, qui lui-même ne fait qu'appliquer le programme du grand patronat. Et comme le patronat a décidé de faire payer la crise et l'augmentation des dépenses militaires aux travailleurs, les attaques se multiplient.

Jeudi 28 mai encore, le parlement fédéral a voté de nouvelles limitations de l'indexation des salaires et des pensions, ainsi que l'augmentation de plusieurs taxes, notamment les accises sur le gaz. Il a également fait voter le « malus pension » pour pénaliser ceux qui

n'auront pas comptabilisé au moins 156 jours de travail par an pendant au moins 35 ans.

Toutes ces mesures pénalisent les travailleurs ! Seuls les capitalistes en profitent !

Quelle que soit la couleur des partis au gouvernement, de droite comme de gauche, la même politique patronale et anti-ouvrière a été mise en œuvre. N'oublions pas qu'en 2014 c'est le gouvernement Di Rupo, avec la participation du SP.a, qui avait gelé les dépenses publiques, attaqué les pensions et expulsé des milliers de chômeurs vers les CPAS. Ce n'est donc pas en votant pour élire de prétendu meilleurs ministres "de gauche" que l'on pourra se défendre !

Il n'y a pas d'autre choix que de rendre les coups dans la lutte de classe que nous mènent les capitalistes. Il faut dépasser les limites des luttes entreprise par entreprise, secteur par secteur, en unissant nos forces dans une lutte d'ensemble !

Mais s'organiser dans la direction d'un mouvement d'ensemble, cela ne peut venir que des travailleurs eux-mêmes. Les dirigeants syndicaux n'en veulent pas car ils pourraient perdre le contrôle d'une telle lutte.

Alors les travailleurs ne doivent compter que sur leur propre force. La classe ouvrière est capable de s'opposer à la classe capitaliste. D'abord pour défendre ses conditions de vie et de travail, mais aussi d'aller jusqu'à prendre le pouvoir et construire un avenir débarrassé de l'exploitation, des guerres et de toutes les dominations, c'est-à-dire une société communiste.

Grève dans l'enseignement

Depuis des années, les travailleurs de l'enseignement voient leurs conditions de travail reculer, la situation des élèves se détériorer, et les bâtiments être de plus en plus délabrés. Les attaques actuelles contre l'enseignement francophone vont encore aggraver la dégradation des écoles.

L'augmentation de la charge horaire en 4e, 5e et 6e secondaire sans augmentation de salaire, qui entraînerait la suppression de près de 1.500 équivalents temps plein, la réforme du tronc commun, la suppression des petites classes, du différencié et des 7e années qualifiantes, qui entraîneront aussi des pertes de postes, et la hausse du minerval dans le supérieur ou encore les coupes dans les dispositifs d'accompagnement des élèves, s'inscrivent dans une même logique d'austérité.

Face à ces attaques, le personnel de nombreuses écoles a multiplié les actions et les mobilisations depuis plusieurs semaines.

Échos des piquets en province de liège

Dans la province de Liège, de nombreux établissements ont été bloqués par des enseignants, des éducateurs et d'autres membres du personnel. Sur les piquets, une idée revient constamment : les mesures actuelles ne sont pas un problème isolé mais l'aboutissement de plusieurs années de dégradation de l'enseignement.

Sur les piquets, on croise des enseignants du maternel, du primaire, du secondaire inférieur et supérieur qui s'inquiètent des suppressions de postes, du recul des moyens accordés aux écoles et de ses conséquences pour les élèves. Mais la mobilisation a aussi touché des élèves et des parents qu'on peut parfois rencontrer sur les piquets, venus apporter leur soutien.

Plusieurs grévistes ont reçu des marques de solidarité. Dans certaines écoles, des élèves sont venus exprimer leurs inquiétudes quant à l'avenir de leur établissement et certains ont manifesté aux côtés de leurs enseignants.

A de nombreux endroits, les enseignants expriment que la défense des conditions de travail des enseignants et celle des conditions d'apprentissage des élèves sont indissociables. Comme le résumait un enseignant d'une école populaire : « *Je suis ici davantage pour mes élèves que pour moi-même.* »

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

Échos des piquets bruxellois

À Bruxelles, dans plusieurs écoles, les assemblées et les piquets ont permis à des collègues d'échanger sur leurs réalités de travail et sur les difficultés qu'ils rencontrent au quotidien. Ces discussions ne sont parfois pas arrêtées au corps enseignant et c'est tout le personnel des écoles qui a pu se réunir pour discuter.

Discuter entre enseignants et parents en a encouragé plus d'un. Plusieurs parents ont exprimé leur compréhension, voire leur soutien, après avoir discuté avec les enseignants.

Les conversations suscitées par le mouvement révèlent aussi certaines difficultés. Dans plusieurs écoles peu mobilisées, des enseignants expriment leur frustration et parfois la peur de se mobiliser contre des directions qui leur mettent la pression. Mais même dans les écoles ou les travailleurs et travailleuses hésitent à passer à l'action, la colère contre les mesures du gouvernement est largement partagée.

Écho d'une école primaire

L'école communale Clair-Vivre à Bruxelles s'est déclarée en grève dès le lundi 18 mai à 15 heures. Suite à un arrêt de travail pendant lequel s'est tenue une AG , l'équipe pédagogique (puéricultrices, enseignants, éducateurs) s'est déclarée unanimement favorable au mouvement jusqu'au mercredi 27 mai inclus, date annoncée du vote au Parlement. Ce faisant, elle a suivi l'appel à la grève lancé à Liège.





Dès le lendemain, les membres du personnel ont tenu chaque jour un piquet devant l'école de 7h30 à 9h20 afin d'informer parents et passants de leurs revendications et de leur colère. Tout le monde n'était pas en grève mais l'ensemble de l'équipe participait aux actions. Les dialogues avec les parents ont souvent mené à la prise de conscience que le délabrement des conditions de travail des enseignants était largement ressenti dans leur domaine professionnel par les parents eux-mêmes. Par exemple, un papa fâché par la grève, interpellé par un professeur « *et dans votre secteur, ça se passe comment ?* », finit par comprendre le mouvement et n'était plus en colère.

Ensuite des AG se tenaient pour définir les actions à mener le jour-même : inscriptions à la craie devant les autres écoles avoisinantes (Evere et Schaerbeek), dialogue avec les profs et parents de ces écoles, organisation d'AG dans d'autres écoles du Pouvoir Organisateur sans délégué, communications avec Mars Attacks (un collectif de profs qui s'organise contre les mesures de la FWB) et les délégués d'autres écoles, réunions Mars Attacks, rassemblement devant le parlement bruxellois, et l'annulation de la fête de l'école (remplacée par une fête pour les enfants), jugée impensable dans le contexte actuel.

Les AG quotidiennes ont donné envie de rassembler plus de monde. Il a été décidé qu'à l'avenir on ferait des AG qui réunissent les enseignants mais aussi les éducateurs et le personnel de nettoyage, administratif… même s'ils n'ont pas la même représentation syndicale car cela permettait de créer un meilleur climat entre collègues. Les enseignants des autres écoles rencontrés ont aussi exprimé l'envie de faire des AG rassemblant toutes les écoles de la commune.

Pendant cette semaine, les affiliés de la CGSP (la branche services publics de la FGTB) ne se sont sentis ni soutenus ni entendus par la direction de la CGSP qui a tardé à leur donner des informations claires quant à l'indemnisation des collègues grévistes. Certains d'entre eux ont contacté la centrale pour l'informer de leur souhait de se désaffilier, sans obtenir de réponse. Il leur est rapidement revenu que ce sentiment était partagé par de nombreux affiliés CGSP en région bruxelloise. La communication avec la direction syndicale a été rétablie après que la CGSP se soit félicitée, à la fin de la 1re semaine de grève de la combativité et de la détermination de ses affiliés sur les réseaux sociaux.

Les enseignants ont décidé la reprise des cours pour le 28 mai suite à l'annonce du report du vote au Parlement. Deux jours avant la reprise des cours, ils ont ouvert leur AG aux parents d'élèves pour dialoguer avec eux au sujet du mouvement. Les enseignants craignaient une réaction hostile des parents, il n'en fut rien. Au contraire, les parents présents ont soutenu le mouvement, entendu les revendications, salué le militantisme pédagogique et politique de l'équipe, proposé des les accompagner dans les actions à mener, de relayer les informations auprès des autres parents et insisté sur la nécessité pour leurs enfants de voir des adultes réagir à des mesures gouvernementales inacceptables.

Jeudi 28 mai, les cours ont repris à l'école. Un piquet quotidien se tient encore devant l'école le matin et un arrêt de travail a lieu chaque jour pendant la 1re heure de cours pour déterminer les futures actions à mener. Quelle que soit l'issue du vote, le combat continue.

Dans les entreprises

L'exploitation tue

Les deux dernières semaines de mai, le presse relate la mort de deux ouvriers au travail. Un autre est grièvement blessé. L'un avait 18 ans, il est mort près de Dinant, enseveli dans un éboulement de terre alors qu'il travaillait dans les tranchées d'un chantier de terrassement. L'autre, en France, avait 19 ans. Il est resté toute la journée sur une toiture sous la canicule, a fait un malaise et est mort à l'hôpital d'une hyperthermie — une température corporelle trop élevée. A Liège, un ouvrier a été coincé sous un rouleau compresseur lors de travaux de réparation d'une autoroute, près de Vottem. Ses blessures l'handicaperont pour le reste de sa vie.

Ces trois ouvriers sont ceux dont la presse a parlé. Mais en réalité, il y en a combien d'autres ? Combien de travailleurs sans papiers meurent au travail ? Combien repartent blessés à vie ? D'après les chiffres officiels, il y a eu, rien qu'en 2023, 83 morts au travail, et 1.681 accidents avec incapacité permanente sur le lieu ou pour se rendre au travail, 4-5 personnes par jour!

Des ouvriers peuvent travailler pendant des heures sous la chaleur ou dans des conditions où les règles de sécurité ne sont pas respectées, mais pour les patrons, ce qui compte, c'est le profit, grand ou petit.

Après ce type d'accident, les beaux discours de porte parole en costume suivront, et toute la communication d'entreprise sera mobilisée pour renvoyer une image respectable, propre, soucieuse du « *bien-être des travailleurs* ». Une hypocrisie pour masquer que cette société ne fonctionne que par la sueur et le sang des travailleurs du monde entier.

Sonaca : industrie de guerre supplémentaire

Proche de Charleroi, la Sonaca vient d'inaugurer la première ligne de production d'empennage — ces petites ailes à l'arrière de l'avion qui assurent sa stabilisation — pour l'avion militaire F-35.

Bart De Wever et Theo Francken s'en réjouissent : 200 emplois créés d'ici 2035, une opportunité pour la région, qu'ils disent. Le premier empennage sorti de l'usine a même été signé par la délégation — Theo Francken y a inscrit « *Freedom* », Bart De Wever « *Qui veut la paix prépare la guerre* », et le représentant des États-Unis « *La paix par la force* ».

Quelle hypocrisie ! Les guerres ne se font pas pour défendre la liberté ou la paix des peuples — elles se font pour le contrôle des routes commerciales, des matières premières, des régions. Et le jour où il faudra envoyer des troupes au front, ce sont les enfants des quartiers populaires qu'ils viendront chercher.

C'est une remilitarisation de toute la société qui est en cours. Le secteur militaire évite pour l'instant quelques licenciements et crée quelques emplois. Mais le recul général, lui, continue pour la plupart des travailleurs, austérité, conditions de travail dégradées, attaques sur le chômage… La militarisation de la société accélère la barbarie dans laquelle cette société nous plonge.



Bpost : « accord » patronal

Un accord a été signé entre certaines directions syndicales et la direction de Bpost. Il vient après trois semaines de grève des travailleurs de Bpost, qui s'opposaient à une restructuration menaçant de décaler les horaires et d'augmenter la charge de travail.

Mais cet accord est une véritable trahison des revendications de la grève ! Il ne répond nullement aux revendications des travailleurs, et vient au contraire confirmer les horaires décalés que la direction cherche à imposer et contre lesquels protestaient les grévistes ! Les tournées commenceraient ainsi 1h45 plus tard, ce qui veut dire se retrouver en plein trafic, et donc rallonger la journée de travail, en plus de devoir terminer plus tard.

La direction tente de faire passer ses mesures par tous les moyens, ici en s'appuyant sur certaines directions syndicales à leur botte. Mais il n'est pas dit que ces attaques passeront comme une lettre à la poste. Le jour même de l'annonce, des travailleurs sont entrés en grève pour protester, notamment à Liège et à Seraing.

Pour gagner, ce mouvement aurait besoin de s'étendre et de se renforcer en rejoignant d'autres travailleurs, comme les profs ou les cheminots !

Les affaires louches de la direction

La direction prétend que les réorganisations sont nécessaires face à la baisse du courrier, que Bpost ne serait pas rentable sans cela. Mais c'est un mensonge ! La raison pour laquelle Bpost montre un déficit comptable ces dernières années ne vient pas de la baisse du courrier, en partie compensé par l'augmentation des colis, mais des investissements suspects de la direction.

En 2017, Bpost rachetait Radial, une entreprise de logistique américaine, pour 830 millions d'euros, qui devient Paxon. Mais cette entreprise valait en réalité bien moins que cela, et, en 2024, Bpost réévalue Paxon à 300 millions de moins que lors du rachat…

Est-ce que les dirigeants de Bpost ont obtenu des dessous de table pour racheter une entreprise bien au-dessus de son prix réel ? Ou ont-ils simplement mal évalué l'entreprise ? Quoi qu'il en soit, depuis, Bpost est officiellement en perte et utilise ce prétexte pour augmenter la pression sur les travailleurs ! Mais ce n'est pas aux travailleurs de payer !



Chez Nike : 371 licenciements de trop

En mars, la direction de Nike a menacé de supprimer jusqu'à 736 emplois sur son site logistique de Laakdal, près d'Anvers, où travaillent près de 5.000 ouvriers.

Face à ces licenciements, les syndicats ont organisé une grève très suivie le 12 mai. Ils réclamaient de meilleures conditions de départ pour les travailleurs licenciés. Mais ils protestaient aussi contre le projet de la direction d'imposer aux travailleurs de passer d'un site à l'autre, multiplier les contrats à la journée et de ne pas les embaucher quand la charge de travail baisse.

Le plan social prévoit finalement des primes plus élevées pour les licenciements, et le nombre de licenciements est passé de 736 à 371. En réalité Nike, avec plus de 482 millions € de bénéfice rien que pour le 1er trimestre 2026 (100 fois plus que 371 salaires) aurait largement les moyens de conserver tous les salariés !

Licenciements à bas bruit chez GSK

Le géant pharmaceutique GSK qui emploie 8.500 personnes en Belgique vient de licencier 6 travailleurs. Les syndicats dénoncent un « saucissonnage » des licenciements pour éviter que la loi Renault soit appliquée.

Ces licenciements ou les non-renouvellements de contrats s'accumulent : l'an passé 400 emplois ont ainsi été supprimés. Dans le même temps, GSK a réalisé 7,5 milliards de dollars de profit en 2025, 2,3 fois plus qu'en 2024 ! C'est sur ces profits qu'il faut prendre pour préserver les salaires.

H&M: Non aux licenciements

En réaction à l'annonce de la direction d'H&M de la fermeture du site logistique de Ghlin et du licenciement des 440 travailleurs, les syndicats ont appelé à la grève le jeudi 28 mai. Des pi-

quets ont été organisés, avant d'être levés après l'intervention d'huissiers et la promesse de la direction d'ouvrir des négociations le lundi 1er juin. Les syndicats ont également annoncé la reprise du travail lundi.

Au moment même où H&M supprime des centaines d'emplois, le groupe annonce une hausse de ses bénéfices au premier trimestre, 65,3 millions d'euros ! De quoi payer plusieurs fois les salaires annuels des travailleurs du site de Ghlin.



Piquet de grève chez H&M

En réalité, les travailleurs de Nike, H&M, Colruyt, Carrefour, Volvo, etc. font face aux mêmes problèmes. La seule façon de s'opposer aux licenciements et au chômage est d'engager une lutte d'ensemble des travailleurs pour les salaires et les em-

Leur société

Toujours 4%, et pas près de s'arrêter

Depuis avril, l'inflation se maintient autour de 4%. Le diesel a bondi de 33,7% par rapport à mai de l'année dernière, et l'essence de 24%. Pendant ce temps, TotalEnergies a fait 5,8 milliards de dollars de bénéfice net sur les quatre premiers mois de 2026. C'est un bénéfice qui est deux fois plus élevé que l'année dernière.

Voilà où part notre argent. Il va gaver les actionnaires. Les travailleurs n'ont pas d'autres choix que de se préparer à les exproprier.

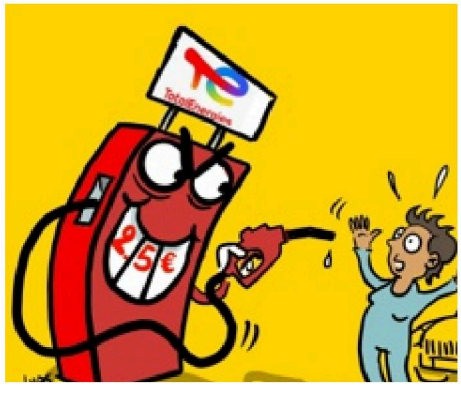
Pouvoir d'achat en baisse!

Dans la nuit du jeudi 28 mai, le parlement fédéral a voté la « *la loi programme* », un ensemble de nouvelles restrictions budgétaires qui s'attaquent aux salaires et aux pensions, et qui imposent de nouvelles taxes.

L'indexation des salaires au-delà de 4.000€ brut, ainsi que celles des pensions et allocations au-delà de 2.000€ brut seront limitées cette année et en 2028. Cette mesure touche près de la moitié des salariés et des pensionnés !

Les accises sur le gaz sont augmentées et celles sur l'électricité sont diminuées. Mais la baisse ne compense pas la hausse ! D'après les calculs du journal l'Echo, pour un ménage ayant une consommation moyenne, la hausse annuelle des factures de gaz serait de 74,50€ tandis que la baisse annuelle des factures d'électricité serait de 43€.

D'autres taxes sont aussi augmentées : celles sur l'embarquement des vols de moins de 500 km, sur les opérations d'assurances, sur les comptes titres, ...





Augmentation des impôts

Le gouvernement va supprimer progressivement le quotient conjugal. Ce quotient est une manière de diminuer les impôts totaux d'un couple dont l'un des membres (le plus souvent la femme) gagne peu d'argent. Cette mesure fera perdre plusieurs milliers d'euros par an à plus de 600.000 ménages !

Les gouvernements dépensent des dizaines de milliards pour couvrir de cadeaux les gros capitalistes, les banques et les industriels de l'armement pour assurer leurs profits. Les gouvernements cherchent ensuite à récupérer l'argent pour boucler leur budget sur le dos de la population, en particulier les plus pauvres, par tous les moyens.

Enquête nationale : reflet de l'aggravation de la crise

La dernière enquête nationale de l'Université d'Anvers et de l'ULB confirme l'aggravation de la crise pour la majorité de la population. Près d'une personne sur trois en Wallonie et à Bruxelles, et une personne sur six en Flandre, dit avoir du mal à joindre les deux bouts à cause de revenus trop faibles.

Une très large partie de la population estime que la situation économique s'est dégradée. Le pouvoir d'achat reste, de loin, la principale préoccupation.

Les mesures du gouvernement sont largement impopulaires. Une majorité dénonce les sauts d'index partiels et la hausse de la TVA. Le soutien aux mesures sur les pensions et à l'augmentation du budget militaire recule lui aussi fortement.

La propagande des grands médias et des partis de gouvernement contre les chômeurs et les malades de longue durée trouve encore un certain écho. Mais le dénigrement des manifestations et des grèves passe de moins en moins. Près de deux tiers de la population disent soutenir les mobilisations contre le gouvernement.

A quand l'explosion qui confirmera le mécontentement ?

Manifestation volontairement affaiblie

Ce 12 mai nous étions, d'après la police, 40.000 manifestants dans les rues de Bruxelles et 75.000 d'après les syndicats.



C'est moins que lors des dernières manifestations qui avaient réuni en moyenne 100.000 manifestants. Le patronat et le gouvernement s'en sont réjouis en espérant y déceler une diminution de la contestation de leur politique.

Or, il faut se méfier d'une telle interprétation. Si nous étions moins nombreux cette fois, la responsabilité en incombe en partie aux directions syndicales ! A en croire le journal patronal l'Echo, les dirigeants des principaux syndicats ont délibérément choisi la date du 12 mai « *deux jours après la fin des vacances de printemps des francophones, ce qui avait beaucoup de chance d'affaiblir la capacité à mobiliser.* » Le journal patronal se satisfait qu'une nouvelle fois, les dirigeants syndicaux ne souhaitent pas engager un vrai bras de fer avec le patronat et le gouvernement !

Quoi qu'il en soit, depuis lors, la mobilisation dans l'enseignement francophone a déjà donné tort à ceux qui espèrent voir le nombre de protestataires contre la politique du gouvernement faiblir. Mais le récent vote de la loi-programme le montre, les manifestations séparées les unes des autres, sans suite réelle, tout comme les grèves entreprise par entreprise, et secteur par secteur, ne permettent pas de se défendre. Pour y arriver il faudra des mobilisations beaucoup plus profondes qui unissent les travailleurs d'un maximum d'entreprises et de secteurs !

Le serviteur rejoint ses maîtres

Paul Van Tigchelt (Anders – libéraux flamands), ancien ministre de la Justice, quitte la politique pour devenir CEO de Modero, l'un des plus grands cabinets d'huissiers du pays.

Ce même cabinet Modero avait mené un lobbying intense lors de la réforme des tarifs des huissiers. Une réforme qui… augmente les coûts pour la population et renforce les grands cabinets du secteur et leurs profits.

Et qui était le ministre en charge de la réforme ? Paul Van Tigchelt.

Voilà comment les capitalistes remercient les politiciens qui les servent. Au gouvernement, au parlement ou dans les cabinets, ils défendent les intérêts des entreprises. Puis, une

fois le travail accompli, ils sont récompensés par des postes grassement payés dans les secteurs dont ils ont eux-mêmes servi les intérêts.

Profession: princesse

La princesse Elisabeth vient d'être diplômée d'Harvard. Derrière son diplôme, ses études lui ont permis de tisser un réseau de connaissance de fils et filles de bourgeois du monde entier avec qui elle a appris à discuter affaires, politique, relations internationales...

Oui, la princesse connaît son avenir : celle d'une représentante de la bourgeoisie qui veillera au maintien de l'ordre social établi. Bien loin de l'avenir d'une jeune des quartiers populaires, qui, elle, si elle veut un avenir, n'aura pas d'autre choix que de renverser cette société qui porte la misère et les guerres.



Élisabeth de Saxe-Cobourg

L'État défend sa police

Malgré tous les éléments qui indiquent l'acharnement mortel de la police, la hiérarchie policière et le ministère public continuent d'exiger l'acquittement des trois policiers qui sont responsables de la mort de Ouassim et de Sabrina en mai 2017, quand leur moto a percuté la voiture de police mise en travers de la route.

Pourquoi étaient-ils poursuivis par des policiers ? Parce qu'ils n'avaient pas les « *chaussures adaptées* » et avaient pris un virage sans clignotant ! Et ils nous disent qu'on est dans une démocratie !

Logement social, fonds de commerce électoral du PS

Au sein du Foyer anderlechtois, société gérant quelque 3.800 logements sociaux, le président Lotfi Mostefa — par ailleurs échevin du logement à Anderlecht sous étiquette socialiste — est accusé de clientélisme et de favoritisme dans l'attribution des logements qu'il utilise pour gagner des voix aux élections.

Son ancienne secrétaire affirme qu'il lui avait demandé de compiler les noms des 800 à 900 bénéficiaires d'un logement du Foyer au cours de la législature écoulée, afin de les contacter personnellement pour soutenir sa candidature lors des élections communales d'octobre 2024.

Des méthodes de corruption qui n'ont rien à envier à celles qui s'exercent plus haut dans l'appareil d'État, là où les grands patrons font pression pour faire passer telle ou telle loi et où des ministres sont ensuite embauchés dans les entreprises qu'ils ont favorisées. Mais là ils appellent ça des lobbys et pratiques légales!

Les prédateurs

« *Au terme de six mois d'enquête, la commission sénatoriale [du Sénat français] sur les marges des industriels et de la grande distribution présente un portrait particulièrement sombre des pratiques des grandes enseignes dans leur relation avec leurs fournisseurs.* "Nous avons constaté l'existence de pratiques prédatrices de la part des distributeurs", *a affirmé ce jeudi la rapporteuse écologiste Antoinette Guhl*. » (Les Echos 21 mai 2026)

Mais cet article des Echos ne dit pas que la « prédation » s'exerce aussi sur les salariés et les clients ! On est quand même dans un journal patronal !

Quand les employés des grandes entreprises, et de la grande distribution en particulier, passeront outre le secret des affaires et se mettront à publier les comptes de ces grandes entreprises capitalistes, on verra que l'argent existe pour vivre tous bien mieux qu'aujourd'hui.

Concurrence ? Quand ça les arrange !

Dans un entretien au journal *Le Monde*, le vice-président exécutif de la Commission européenne s'alarme de la concurrence agressive de Pékin et appelle les Européens à muscler leurs instruments de défense. (28/05/2026)

Le ton des dirigeants de l'Union européenne était tout différent quand, dans les années 1960-70, l'Allemagne déversait en Chine des dizaines de milliers de voitures de luxe Mercedes et la France des quantités de sacs à main Vuitton à 2.000 € pièce... sans parler du lait, du porc et autres exportations des pays européens vers la Chine.

Concurrence ? Oui mais non !

Selon un communiqué de presse commun paru dans le journal *Le Monde* du 20 mai, le groupe d'automobile français Stellantis annonce avec le constructeur chinois Dongfeng que « *Stellantis va assembler des voitures Dongfeng sur son site de Rennes* » et que « *Stellantis et Dongfeng Group prévoient de poursuivre l'expansion de leur partenariat de trente-quatre ans, avec l'intention de créer une coentreprise basée en Europe dédiée aux activités de vente, distribution, production, achats et ingénierie des véhicules à énergie nouvelle* [électriques et hybrides rechargeables] *de Dongfeng, avec un premier focus sur des marchés européens ciblés* ».

La « concurrence » mise en avant par les patrons et les gouvernements est un piège pour les travailleurs pour leur faire accepter des sacrifices, pendant que les actionnaires s'entendent entre eux pour s'enrichir encore plus.

S'entendre entre travailleurs européens et chinois contre le capitalisme, là est l'avenir.

International

D'une guerre à l'autre

Le gouvernement belge a envoyé le navire démineur Primula en Méditerranée, le rapprochant du détroit d'Ormuz, dans le cadre d'une mission de l'OTAN. Ce bateau se trouvait dans la mer baltique pour « protéger les infrastructures critiques » contre la Russie.

Les gouvernements prétendent que l'armée belge sert à « *protéger la population* ». En réalité, elle participe, de près ou de loin, notamment à travers l'OTAN, à mettre la planète à feu et à sang pour les profits des capitalistes belges et occidentaux.

Le capitalisme, c'est la guerre !

Malgré les espoirs de trêves ou de cessez-le-feu en Ukraine, au Liban ou en Iran, le capitalisme ne cesse de nous rappeler qu'il a transformé la planète en une poudrière prête à exploser à tout moment.

Les guerres s'enchaînent depuis des années au Soudan, au Congo, en Birmanie, au Sahel, etc. D'autres conflits sont prêts à reprendre partout comme entre la Thaïlande et le Cambodge, l'Érythrée et l'Éthiopie, les deux Corée ou entre l'Inde et le Pakistan.

De son côté, Israël intensifie sa guerre contre le Liban malgré le prétendu « cessez-le-feu ». Les troupes israéliennes pénètrent chaque jour un peu plus loin dans le territoire libanais, semant la mort sur leur passage, et multipliant les bombardements



et destructions sur tout le territoire libanais.

En Ukraine, le cessez-le-feu annoncé par la Russie le 9 mai n'a pas duré trois jours, et les combats continuent de faire rage, voire s'intensifient. Un drone tombé en Roumanie a été l'occasion d'une salve de déclarations menaçant d'une nouvelle escalade de la part des dirigeants européens.

En Iran, la négociation d'un accord annoncée par Trump n'a pas empêché l'armée américaine de bombarder à nouveau les infrastructures militaires iraniennes. Trump voudrait se retirer en présentant cet accord comme une victoire, mais l'Iran refuse de céder à ses principales exigences, et la situation peut à nouveau exploser à tout moment.

Le même Trump est en train d'augmenter la pression contre Cuba, affamant le pays depuis plusieurs mois, en augmentant la présence militaire américaine autour de l'île après avoir inculpé le dirigeant cubain historique, Raul Castro, pour meurtre.

Toutes ces guerres sont en premier lieu subies par les populations sous les bombes, qui comptent leurs morts et subissent les privations quotidiennes de la guerre. Mais elles ont des conséquences sur les populations du monde entier, comme l'augmentation des prix des carburants suite au blocage du détroit d'Ormuz.

En nous amenant de plus en plus vers la troisième guerre mondiale, le système capitaliste multiplie aussi les raisons de se révolter contre la misère et les guerres ! Il nous met chaque jour un peu plus face à l'alternative : socialisme ou barbarie.

Bolivie : la population se mobilise contre l'austérité

En Bolivie, en à peine six mois, le nouveau président Rodrigo Paz a réussi à mobiliser contre lui des centaines de milliers de travailleurs. Celui-ci avait été élu suite au discrédit de la gauche. Celle-ci avait refusé de s'en prendre aux grands patrons du pays et avait plongé dans la corruption, rendant caduques ses propres mesures sociales.

À peine arrivé au pouvoir, Rodrigo Paz montrait son vrai visage, celui de serviteur zélé de l'impérialisme américain. Il s'est attaqué durement aux classes populaires. Il a réduit de 30% les dépenses publiques, a supprimé les subventions sur le carburant, a annulé les dettes de coopératives minières auprès de la caisse nationale de santé, mettant en danger la sécurité sociale de milliers de travailleurs, il a supprimé les impôts sur les grandes fortunes, et a tenté de vendre les réserves de lithium et de gaz aux investisseurs étrangers. Il s'est également attaqué aux petits paysans en modifiant la loi qui protégeait les petites propriétés.

Les mesures de Paz lui ont aussitôt apporté le soutien des représentants de l'impérialisme occidental. La notation financière de la Bolivie est remontée, le FMI est en train d'accorder au gouvernement un emprunt de 3 milliards de dollars, et les relations avec les États-Unis se sont largement améliorées. Mais les attaques ont fini par provoquer la colère de la population.

A l'occasion du 1er mai, jour de lutte internationale des travailleurs, les syndicats ont appelé à la mobilisation. Les ouvriers des mines, un secteur nombreux et combatif en Bolivie, étaient parmi les premiers mobilisés contre l'austérité du gouvernement, pour la défense des entreprises publiques, et pour de meilleurs salaires. Ils ont bientôt été rejoints par des paysans et d'autres catégories de travailleurs.

Voyant que la mobilisation ne faiblissait pas, les manifestants ont organisé le blocage de la capitale, et appelé à une mobilisation massive jusqu'à la démission du gouvernement. Malgré la répression, qui a fait 4 morts et des dizaines d'arrestations, le mouvement s'est renforcé. Les mesures symboliques du gouvernement, qui a divisé par deux le salaire du président et de ses ministres, n'y ont rien fait.

Face aux mobilisations, le parlement a voté la facilitation de la mise en place de l'état d'urgence, qui permet au président de déployer plus facilement l'armée contre la population. Le gouvernement en place reste inconditionnellement soutenu par les États-Unis, et le secrétaire d'État américain Marco Rubio a déclaré : « nous n'accepterons pas que des criminels et des trafiquants de drogue renversent des dirigeants élus dans notre hémisphère ».

C'est un message clair à la population bolivienne : les États-Unis protègeront leurs intérêts dans la région à n'importe quel prix. Les agressions militaires de Trump au Vénézuela ou en Iran permettent de se rendre compte de la violence que la bourgeoisie américaine est prête à imposer pour maintenir sa domination.

Face à une telle menace, la seule force capable de mettre fin à l'exploitation et l'oppression de l'impérialisme américain et de ses relais boliviens, ce sont les travailleurs, en s'unissant par-delà les frontières et les continents !



Suivez nous sur les réseaux:

Lutte Ouvrière Belgique

Email:contact@lutteouvriere.be
Tel: 0470-18.82.39
Internet: www.lutte-ouvriere.be